

Résumé non exhaustif des notes que j'ai prises au cours de divers ateliers auxquels j'ai pu participer pendant l'UEMSS de Bordeaux2025

Dimanche 24/08/2025 (9h30 -11h45)

Non au chantage à la dette publique et à l'austérité, d'autres choix sont possibles.

ATTAC France : Vincent Drezet et Raphael Pradeau

Union Syndicale Solidaires : Ophélie

Comité pour l'abolition des dettes illégitimes (CADTM) : Patrick Saurin

CADTM : remise en cause du discours dominant en le renversant, annuler la dette publique après avoir effectué un audit citoyen.

La dette ne respecte pas les procédures légales.

Le débiteur n'a pas à payer une dette illégale.

Il y a de nombreuses annulations de dettes.

La dette est un instrument de domination avec des taux d'intérêts usuraires.

Socialiser les banques pour décider collectivement.

Chantage à la dette publique avec un discours de dramatisation.

Ne pas se laisser intoxiquer par les termes.

Surendettement, un État ne rembourse pas sa dette.

Les aides publiques aux entreprises : 211 milliards d'euros.

La dette est d'environ de 3300 milliards d'euros, le patrimoine moins les dettes est de 750 milliards d'euros.

La charge de la dette représente 2 % du PIB ;

Le taux d'intérêts augmentent mais sont inférieurs aux années antérieures.

Le FMI viendra nous imposer l'austérité.

Les recettes publiques ont baissé de 3 % par rapport au PIB.

La dette est utilisée pour accomplir les projets de la droite libérale et l'extrême droite : détricoter la Sécurité Sociale, taper sur le RSA, gel des prestations sociales, réforme de l'assurance chômage etc.

Taux de pauvreté : 10 % de pauvres payent 12 % de TVA, 10 % des plus riches payent 5 % de TVA.

Instrumentalisation de la dette.

Dépendance aux marchés financiers.

Baisse des prélèvements conséquence : appauvrissement des services publics.

Coût des niches fiscales et sociales.

CICE.

Baisse des impôts sur les sociétés, patrimoine , etc.

Coût net : 450 milliards d'euros en moins entre 2014 et fin 2023, entre 2017 et 2023 350 milliards d'euros dont 207 milliards ont profité aux riches.

LES BAISSSES DES RECETTES PUBLIQUES ONT PROFITÉ À L'AUGMENTATION DE LA DETTE PUBLIQUE.

UNION SYNDICALE SOLIDAIRES :

Macron a beaucoup augmenté les inégalités et a totalement détruit notre système social et notre solidarité.

Déconstruire les arguments sur la dette publique.

Nécessité de conserver des services publics.

Fiscalité : inégalités qui augmentent. Revoir les mesures pour les particuliers. Pacte d'actionnaires qui permet à une riche famille de transférer son héritage à leurs enfants.

Les niches fiscales favorisent les inégalités.

Taxation des superprofits, taxe Zucman.

Stopper la baisse des impôts de production qui déséquilibre le financement des collectivités locales.

Lutter efficacement contre l'évasion fiscale et sociale, évaluation entre 80 et 100 milliards d'euros par an. Pour cela il faut des moyens car il y a eu 3000 suppressions d'emplois dans le contrôle fiscal en 10 ans.

Réorienter la politique monétaire de l'UE ;

Nationaliser la dette publique.

Restructuration de la dette. La dette illégale viole les traités. La dette illégitime contient des conditions injustes, excessives et inacceptables.

Annulation des dettes détenues par la BCE sur les pays de la zone euro.

Dimanche 24/08/2025 (16h30-18h30)

Financiarisation du système de soins et conséquences pour patients, soignants et Sécurité sociale

Quelles conséquences pour patient·es, soignant·es, budgets publics et Sécurité sociale de l'envahissement croissant du système de soins par des multinationales financières, en particulier sur les droits à des soins d'égale qualité, leur coût... Quelles pistes pour endiguer régressions et inégalités ?

Organisations : Attac France, CIH (Collectif Inter Hôpitaux) et CIU (Collectif Inter Urgences), Collectif Nos services publics, CPPRS (Collectif de Professionnels et de Patients pour la Refondation de la Santé), Ligue des droits de l'Homme (LDH) GT Santé et Bioéthique, Fédération des Mutuelles de France (FMF), FSU : SNCS et SNESup, Médecins du Monde

les transformations du capitalisme hospitalier français, un secteur aux mains de la finance de marché publié dans : <https://journals.openedition.org/ei/7375>

MDM : Droits et système de santé.

Dans les 5 prochaines années l'assurance maladie se dégrade, mise en danger de la solidarité de notre système de santé.

Le médicament :

Défaillance de la logique de marché, l'aggravation de l'approvisionnement du médicament favorise les nouveaux médicaments.

Concentration de la production mondiale de médicaments.

Le stockage du médicament ne parvient pas à lutter contre la pénurie.

Prix exorbitants des médicaments (artificiellement élevés pour les nouveaux médicaments)

Recherche et profitabilité.

Politique du médicament :

Le secteur poursuit ses propres intérêts qui induisent des conséquences néfastes : inégalités et instabilité macroéconomique.

Les fonds d'investissement rentrent au capital des groupes hospitaliers pour une revente entre 5 et 10 ans.

Logique spéculative pour un objectif de plus-value sur la valeur de la firme

[Lundi 25/08/2025 \(9h30-11h45\)](#)

NOUVELLE CRISE DE LA DETTE AU SUD ET AUTRES

DÉFIS : LES BRICS, UNE ALTERNATIVE FAVORABLE AUX PEUPLES ?

Une nouvelle crise de la dette au Sud et d'autres défis majeurs affectent les populations de

l'ensemble de la planète : les BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud) constituent-

ils une alternative favorable aux peuples ?

Organisations :

Attac Espagne, Attac Maroc, CADTM Afrique, (Comité pour l'abolition des dettes illégitimes), Forum National sur les Stratégies Économiques et Sociales Côte d'Ivoire (FNSSES - Cote d'Ivoire)

L'Afrique Subsaharienne très tourmentée (insécurité)

La CDAO (Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest) fragmentée, Absence d'unité pour affronter le développement.

Amplification de l'intervention extérieure, au Sud du Sahara, c'est la même situation.

Le taux de croissance dépend des interventions extérieures.

La Banque Mondiale et le FMI qui coûtent contre des ressources agricoles et extractives.

Beaucoup de pays se trouvent en situation de paiement très difficile.

Dépendance de l'Afrique à la dette.

Arrêt de financement par les États-Unis.

Aide publique au développement par l'Europe en forte diminution.
Arrivée de la Chine de plus en plus prégnante.
Le quotidien de l'Afrique Subsaharienne de plus en plus préoccupante.

CADTM Maroc :

La dette impacte la vie quotidienne des Marocains.
Sécheresse hydrique importante.
La dette publique est de plus de 80 % du PIB
La hausse des intérêts dans les marchés n'arrange pas le service du remboursement de la dette qui représente 9 fois le budget de la Santé.
Intervention du FMI et de la Banque Mondiale.
Gel du montant des pensions de retraites.
Éducation délaissée.
Taux de chômage 13,6 %, huit millions de femmes inactives.
Le Maroc organisera la coupe du monde de football en 2030.
Attac Maroc et le CADTM demandent un audit public de la dette.

Intervention d'Éric Toussaint :

Nouvelle crise de la dette depuis 2022 ce qui affecte les pays du Sud Global de même que ceux du Nord.
Le FMI et la Chine sont intervenus avec des prêts d'urgence pour que les pays continuent à payer leurs dettes.
Les chocs extrêmes :
Pandémie 2020/2021 a eu comme conséquence la chute des rentrées avec l'arrêt des chaînes de production et d'approvisionnement , moins de tourisme.
Invasion de l'Ukraine par la Russie.
Augmentation du prix des céréales pour les pays endettés.
Factures d'importation qui augmentent plus le prix de l'Énergie qui s'accroît.
Augmentation des tarifs douaniers par les USA.
Les taux d'intérêts des banques centrales passent à 4 %.
Grande crise de la dette publique du Sud.
Le Sri Lanka a supprimé le paiement de la dette.

Le FMI avec des crédits d'urgence intervient.
La Chine est le prêteur public de la planète
Les BRICS (coalition composée du Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud, Égypte, Éthiopie, Iran et Émirats Arabes Unis) représente 40 % des ressources mondiales et 51 % de la population mondiale.
À partir du 3 août 2025 nous vivons avec plus de ressources que la terre ne peut produire.
Les BRICS ne constituent pas un véritable bloc.

La Chine a accordé 1200 milliards de dollars de prêts depuis 2014 par des banques publiques chinoises (crédits commerciaux) à des États (avec des conditions différentes de celles du FMI).

La Chine est un créancier important de l'Afrique mais elle prête après les principaux créanciers privés, mais la Chine est membre du FMI.

Javier Milei (président de l'Argentine) a demandé 20 milliards de crédits au FMI plus un crédit de 5 milliards à la Chine.

En complémentarité avec la Chine, la Banque Mondiale et les BRICS, une nouvelle banque de développement des BRICS a commencé à prêter en 2016 jusqu'en 2023 30 milliards de dollars à l'Égypte, à l'Afrique du Sud et au Brésil.

La Chine a prêté à la Serbie. Elle consacre 2 à 3 % pour son développement intérieur. La Chine est devenue à fond OMC.

L'annulation de la dette n'est absolument pas suffisant pour l'Afrique, il faut un autre modèle de développement.

Le recours à la dette extérieure permet de ne pas toucher les plus riches par la taxation.

Lundi 25/08/2025 (13h45 – 16h00)

MOINS DE ROUTES, PLUS DE TRAINS !

L'Alliance Écologique et Sociale et la Déroute des Routes ont lancé une campagne nationale avec les mobilisations locales pour exiger un moratoire sur les projets routiers et reporter les investissements publics de la route vers le train pour un report modal des marchandises et des personnes.

Organisations : Alliance Écologique et Sociale, La Déroute

14 % du budget des foyers est consacré aux transports.

Pas de changement de la politique de transport par le gouvernement.

Manque environ 3 milliards à la SNCF ;

Reprendre le contrôle du bien commun ferroviaire.

Mardi 26/08/2025 (13h45-16h00)

FINANCE CONTRE SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE, LA DETTE COMME OUTIL DE DOMINATION NÉOCOLONIALE

Le monde de la finance accapare terres et semences au détriment des peuples. Les dettes aggravent cette domination. Comprendre l'emprise que les marchés financiers exercent sur les politiques est aujourd'hui capital pour construire des alternatives solidaires et internationales !

Organisations :

Attac France, Comité pour l'abolition des dettes illégitimes (CADTM),
Confédération paysanne, Forum National sur les Stratégies Économiques et Sociales
– Cote d'Ivoire (FNSES - Cote d'Ivoire)

La dette comme outil de domination et d'asservissement.

28 % de la population mondiale touchée par l'insécurité alimentaire .

90 pays ont des accords avec le FMI et la Banque Mondiale qui prêtent de l'argent aux états contre des contreparties.

Accaparements des terres.

À Madagascar, 40 millions d'hectares vendus à des entreprises.

Au Maroc, ce sont 10 millions d'hectares et baisse des dépenses publiques, licenciement massif de fonctionnaires et les créanciers favorisent l'exportation soumise à la spéculation sur le marché mondial où une poignée de grandes multinationales fixent les prix.

La Côte d'Ivoire était autosuffisante en riz et pour l'élevage jusqu'aux années 70, elle exportait vers les pays voisins.

Les cultures du cacao et du café ont été introduites par la colonisation, il ne reste plus aujourd'hui que 3 millions d'hectares.

Protéger les cultures d'exportation au détriment des cultures vivrières.

La gestion foncière non maîtrisée à amener 2 guerres.

L'exploitation minière a réduit les surfaces cultivables, les eaux sont donc en conséquences contaminées.

Le taux de pauvreté est élevé en Côte d'Ivoire, les femmes ne peuvent pas hériter des terres lors du décès de leurs conjoints.

Confédération Paysanne

Le Ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire n'empêche pas la financiarisation du vivant.

Des terres cultivables sont rachetées par des sociétés, parfois spéculatives. La financiarisation dépossède les paysans. Aujourd'hui, les fermes sont remplacées par des sociétés rachetées parfois par des spéculateurs, sans que l'État puisse intervenir. C'est ce qu'on appelle la financiarisation de la terre, un phénomène qui est en train de devenir le modèle agricole français.

La PAC veut réduire de 20 % son budget.